

Lectures

Quand les jeunes entrent dans l'emploi.

Arliaud M., & Eckert H. (Dirs.)
 (2002). Paris : La Dispute

Les contributions rassemblées dans l'ouvrage coordonné par M. Arliaud et H. Eckert ont pour objet l'étude des conditions dans lesquelles s'est accomplie l'« épreuve » des premières années de la vie professionnelle des jeunes. C'est donc aux individus qui sont en emploi – soit 80 % des jeunes ayant quitté le système de formation initiale en 1992 – que les auteurs s'intéressent ici, et non à la question des difficultés de l'insertion juvénile, déjà abondamment traitée. Les résultats de l'enquête « Génération 92 » réalisée par le CEREQ (Centre d'Etudes et de Recherches sur les Qualifications), laquelle suit jusqu'en 1997 le parcours professionnel des jeunes sortis du système éducatif en 1992, servent de référence constante aux travaux présentés.

Les coordonnateurs portent un intérêt particulier à cette phase d'installation des jeunes dans l'activité, car elle s'inscrit dans la perspective d'un questionnement qui leur est cher, celui du changement social. En effet, l'entrée dans la vie active d'une cohorte de jeunes sortis de formation initiale « à une même date mais pourvus de formations et de titres scolaires différents » (p. 8) est un phénomène qui « contribue au renouvel-

lement global de la main-d'œuvre dans les différents secteurs d'activité et à leurs différents niveaux » de qualification, et suggère « certaines lignes d'analyse de l'évolution de la structure sociale dans son ensemble » (p. 8). Cette perspective d'analyse implique alors de choisir, parmi les définitions possibles de l'insertion, celle qui soit la plus à même d'offrir une lecture de l'espace social. Pour les coordonnateurs, l'insertion signifie des « capacités différentielles d'individus inégalement dotés en capital scolaire et capital social à accéder à certaines positions dans l'espace social plutôt qu'à d'autres, tant du fait de ces dotations inégales en capitaux qu'à l'évolution constante des rapports entre titres et postes » (p. 9). Leur réflexion reprend clairement une problématique formulée par C. Boltanski et P. Bourdieu (1975).

Plus ou moins directement, chacun des douze travaux (!) contribue à éclairer diversement cette question des rapports entre les conditions d'insertion et d'installation professionnelle des jeunes et les formes de restructuration professionnelle et sociale d'ensemble. Ils sont organisés selon quatre axes d'analyse qui constituent autant de parties de l'ouvrage.

La première partie avance l'hypothèse qu'une des difficultés rencontrées par les jeunes lors de l'entrée dans la vie professionnelle tient au décryptage de la réalité du monde social et des activités économiques, et à la nécessité pour eux de recoder cette réalité afin d'y prendre place. Par exemple, les activités commerciales deviennent transversales à un nombre croissant de secteurs, remettant en cause les catégorisations officielles des emplois (les Professions et Catégories Socioprofessionnelles de l'INSEE). Comment les jeunes s'y définissent-ils ? H. Eckert et D. Maillard montrent que la façon dont les nouveaux « commerciaux et vendeurs » énoncent leur emploi « témoigne [...] d'une manière de s'affilier à un groupe professionnel, dont l'existence procède de l'usage légitime de cet intitulé » (p. 53). Les jeunes générations jouent ainsi un rôle crucial dans l'évolution des « rhétoriques professionnelles » (au sens du sociologue américain E. C. Hugues), et leur participation à cette évolution constitue un des modes particuliers de leur insertion. Dans un autre ordre d'idées, la façon dont les jeunes ingénieurs énoncent leur emploi ne reflète pas simplement leur place dans la division technique du travail. Elle exprime un mode d'affiliation différent selon qu'il s'agit de sortants de grandes écoles (qui énoncent leur titre et leur affiliation à une profession) ou de l'université (qui énoncent leur « position », soit l'affiliation à l'organisation). Plus encore, selon H. Eckert, ces intitulés expriment la façon dont les universitaires, moins bien dotés scolairement, s'orientent vers une stratégie d'avancée de carrière dès leur entrée dans la vie professionnelle, tandis que les diplômés d'école s'inscrivent dans une perspective de carrière selon une temporalité plus longue.

La deuxième partie s'interroge sur la façon dont les jeunes parviennent à trouver leur place dans des groupes professionnels en pleine transformation. Ainsi, selon P. Cam, les changements dans la division du travail dans la catégorie des « intermédiaires de commerce » sont à relier avec l'entrée croissante des femmes dans ces métiers, et à leur orientation vers certains types de compétences. A elles « l'intérieur » : téléprospection, accueil, présentation et vente de services. Aux hommes « l'extérieur » : le « ter-

rain », et la vente de biens plutôt industriels et techniques. La division du travail d'une profession s'est donc largement construite sur une division sexuée des compétences, reproduisant celle de l'espace domestique... Dans la fonction « maintenance industrielle », la mutation se traduit par une tertiarisation des fonctions (maintenance préventive) plus favorable, selon B. Cart et M.-H. Toutin, aux jeunes diplômés qu'aux anciens ouvriers issus de la production. Quant aux jeunes informaticiens, la hausse soudaine de la demande de leurs qualifications est favorable à leur insertion (faible taux de chômage, salaires élevés), et ce d'autant plus que leur spécialité de formation est proche de l'emploi occupé. Ressurgit alors, selon C. Turgon, la question de la pertinence de diplômes trop spécialisés pour maintenir un spectre suffisamment large des emplois à occuper face à la pénurie des sortants. La troisième partie contribue à éclairer certains modes de recomposition des grandes catégories socioprofessionnelles : cadres, employés et ouvriers. Or la question du genre traverse clairement celle de cette recomposition. La croissance du groupe des cadres, par exemple, est notamment liée à l'entrée massive des femmes sur le marché du travail. Mais selon la catégorie de cadres considérée (ingénieurs ou cadres tertiaires d'entreprise), de fortes disparités existent entre les débuts professionnels des hommes et des femmes. L'accès aux positions de « cadres administratifs et commerciaux d'entreprises » est nettement plus exigeant pour les jeunes filles, qui doivent faire preuve d'un capital social et scolaire plus élevé que celui des jeunes hommes. D. Epiphane laisse entrevoir que l'évolution de la hiérarchie des positions relatives entre les différents sous groupes qui composent la catégorie des cadres (ingénieurs, cadres tertiaires, enseignants) est en partie liée à leur degré d'ouverture aux femmes. La possibilité d'accéder à des emplois d'ouvrier ou d'employé et, parmi eux, à des emplois qualifiés ou non, a aussi rapport au genre. Certes, les hommes sont plutôt ouvriers et les femmes employées ; mais selon L. Coutrot, les femmes employées de niveau V de formation ont plus de chance d'avoir un emploi qualifié que les hommes ouvriers de même niveau. H. Eckert démonte un des mécanismes de reproduction sociale de la catégorie ouvrière : si les

jeunes accédant au groupe ouvrier ont des origines sociales et scolaires diverses, les enfants d'ouvriers devenus ouvriers à leur tour ont de « moindres dispositions » que les enfants des autres groupes sociaux à sortir de cette catégorie.

Enfin, les contributions de la quatrième partie s'intéressent aux rapports entre la précarité des itinéraires des individus sur le marché du travail et leurs modalités d'intégration dans des groupes professionnels stables. Le secteur de la sécurité privée recrute ainsi massivement des agents de sécurité sur contrats précaires, tandis que d'autres emplois de ce même secteur font partie d'un noyau stable. Pour autant, pour ces agents, les activités de la sécurité ne favorisent pas la transition entre inactivités et formes de stabilisation professionnelle. P. Simula en déduit que sur le marché du travail, le secteur de la sécurité joue avant tout le rôle d'un réservoir de main-d'œuvre ouvert à d'autres secteurs hétérogènes. Il est également intéressant de dénombrer les différents rôles que peuvent jouer les professions dans le processus d'insertion. C. Beduwe et B. Fourcade observent que la profession de secrétaire ne joue un rôle d'intégration professionnelle que dans une minorité de cas : elle a aussi une fonction de promotion vers des catégories supérieures ou encore d'information des jeunes sur l'accès à d'autres emplois de même niveau de qualification. Dans le dernier chapitre, D. Martinelli infirme l'hypothèse commune d'un déclassement social des diplômés de l'enseignement supérieur. Le rôle des études supérieures dans l'accès aux emplois de cadre est plus que jamais d'actualité, car « peu de jeunes accèdent à la catégorie cadre sans diplôme de l'enseignement supérieur long » (p. 250). Il demeure que l'origine sociale, à travers l'accès qu'elle permet ou non à l'enseignement supérieur, et surtout à travers le niveau d'étude atteint, reste déterminante dans l'accès à cette catégorie.

A l'issue de l'exposé des travaux, M. Arliaud et H. Eckert expriment une certaine insatisfaction liée à la carence de construction problématique explicite de l'enquête Génération 92. Cette enquête définit un champ d'étude (la relation Formation – Emploi) qui porte la marque d'une problématique propre à l'action publique et

d'une représentation rationnelle de son accomplissement. Elle passe sous silence la problématique sous-jacente au dispositif qu'elle met en œuvre, à savoir celle de l'« adéquationnisme », fondée sur l'idéal contestable d'une correspondance parfaite entre système éducatif d'un côté et système productif de l'autre.

Par ailleurs, on pourrait objecter qu'en se focalisant sur la seule population des jeunes en emploi, les auteurs se privent d'articuler une définition de l'insertion à celle, symétriquement déduite, de l'exclusion. Considérer le continuum de situations allant du pôle de la « désaffiliation sociale » (R. Castel, 1995) à celui de l'intégration professionnelle permettrait de s'éloigner d'une acception trop binaire de l'insertion/exclusion juvéniles et, par exemple, d'éclairer le rôle des « espaces intermédiaires » (Roulleau-Berger, 1995) dans la construction des « socialisations transitionnelles » (ibid.) des jeunes.

L'intérêt de la diversité des questionnements qui animent les contributions est néanmoins d'ouvrir à la construction de multiples objets.

Ces contributions pourraient d'abord être repensées à la lumière de la sociologie des professions et du concept de professionnalisation. Ce dernier, selon une approche dite « fonctionnaliste », désigne le processus par lequel des groupes professionnels parviennent à réguler les conditions d'accès et d'exercice de certains emplois et à se faire reconnaître. Or, les choix des salariés en matière d'appellations professionnelles (cf. la première partie) conduit à l'émergence de représentations communes, déterminantes dans la constitution des professions.

Les investigations menées par Génération 92 ouvrent aussi la réflexion sur les théories du marché dual du travail ou de la segmentation, qui auraient perdu de leur pertinence. Génération 92 montre ce qu'est un marché secondaire (métiers de la sécurité privée). Mais elle restaure aussi l'idée que les acteurs et les institutions, en fondant des régularités, structurent les marchés du travail. L'analyse longitudinale dévoile comment les mouvements d'allocation des positions et le jeu des mobilités construisent et recomposent des « espaces professionnels ».

La question des rapports sociaux de sexe occupe aussi une place importante. L'observation longi-

tudinale permet de mieux saisir la réalité et la transformation de ces rapports et de leur articulation avec les variations des hiérarchies sociales.

Quand les jeunes entrent dans l'emploi apparaît ainsi comme un travail d'étape, invitant à poursuivre la définition des constructions d'objet qui permettront à l'avenir de mieux fonder la pertinence de l'insertion comme champ d'étude. Revenons, pour terminer, à la thèse de la Reproduction (P. Bourdieu et J.-C. Passeron, 1970), interrogation majeure de M. Arliaud et H. Eckert. Elle postule des liens de forte probabilité entre l'origine sociale des étudiants et leur degré de réussite scolaire. Dans l'ensemble, cette thèse n'est pas aujourd'hui foncièrement

démentie. Toujours selon cette théorie, cette forte probabilité serait liée au fait que le système d'évaluation de l'institution scolaire est « marqué par sa proximité avec l'arbitraire culturel des couches sociales dominantes » (p. 273), ce qui pénalise les autres milieux sociaux. Sur ce plan, Génération 92 ne nous renseigne guère – mais n'est-ce pas là le cas de nombre de travaux sociologiques sur l'insertion professionnelle des jeunes ? Il reste sans doute à développer une approche davantage pluridisciplinaire, qui puisse rendre compte du contenu de cet "arbitraire culturel" afin de comprendre les rapports qu'il entretient avec la reproduction des cloisonnements sociaux.



Hubert Amarillo

Observatoire Régional des Métiers. Marseille